



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AUDE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N° 5 - MAI 2017

PUBLIÉ LE 12 MAI 2017

DDTM SATEM

SOMMAIRE

DDTM

DDTM-SATEM

Arrêtés de mise en demeure de supprimer des dispositifs publicitaires,
enseignes ou pré-enseignes implantés illégalement.....pages 1 à 84



Liberté • Égalité • Fraternité

PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX PRÉENSEIGNES

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-005

Objet : mise en demeure de supprimer un dispositif de préenseigne implanté illégalement sur le territoire de la commune de COURSAN.

Afficheur : **CARROSSERIE PEINTURE**
Julien ILLAN
12, avenue Yvan Pélissier
11 110 COURSAN

Représenté par **Monsieur Julien ILLAN**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 23 mars 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence d'un dispositif publicitaire, situé sur le territoire de la commune de COURSAN en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N: 43° 13.646', E: 003° 02.962').

Considérant que le dispositif implanté se situe hors agglomération;

Considérant que le dispositif n'est pas une préenseigne dérogatoire;

Considérant que le dispositif visé est par conséquent en infraction avec les articles L.581-7 et L.581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur ILLAN Julien, gérant de la société CARROSSERIE PEINTURE Julien ILLAN, 12, avenue Yvan Pélissier, 11 100 Coursan est mis en demeure de supprimer le dispositif susvisé ainsi que ses supports et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, le dispositif ainsi que ses supports ont été maintenus, Monsieur Julien ILLAN, gérant de la société CARROSSERIE PEINTURE Julien ILLAN, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur Julien ILLAN, gérant de la société CARROSSERIE PEINTURE Julien ILLAN, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose du dispositif en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation du dispositif en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} le dispositif ainsi que ses supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de Monsieur Julien ILLAN, gérant de la société CARROSSERIE PEINTURE Julien ILLAN dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

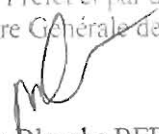
Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à :

CARROSSERIE PEINTURE
Julien ILLAN
12, avenue Yvan Pélissier
11 110 COURSAN

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Monsieur le maire de la commune de COURSAN.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le 6 AVR. 2017
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-006

Objet : mise en demeure de supprimer un dispositif de préenseigne implanté illégalement sur le territoire de la commune de COURSAN.

Afficheur : **Madame DUCHAMP Roseline
Domaine La Garrigue
34 440 NISSAN-LEZ-ENSERUNES**

Représenté par: **Madame DUCHAMP Roseline**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 23 mars 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence d'un dispositif publicitaire, situé sur le territoire de la commune de COURSAN en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N : 43° 15.663', E : 003° 04.660').

Considérant que le dispositif implanté se situe hors agglomération;

Considérant que le dispositif n'est pas une préenseigne dérogatoire;

Considérant que le dispositif visé est par conséquent en infraction avec les articles L 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Madame DUCHAMP Roseline, gérante de la **société Domaine La Garrigue**, 34 440 NISSAN-LEZ-ENSERUNES est mise en demeure de supprimer le dispositif susvisé ainsi que ses supports et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, le dispositif ainsi que ses supports ont été maintenus, **Madame DUCHAMP Roseline**, gérante de la **société Domaine La Garrigue**, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Madame DUCHAMP Roseline, gérante de la **société Domaine La Garrigue**, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose du dispositif en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation du dispositif en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} le dispositif ainsi que son support mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Madame DUCHAMP Roseline**, gérante de la **société Domaine La Garrigue** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à:

Madame DUCHAMP Roseline
Domaine La Garrigue
34 440 NISSAN-LEZ-ENSERUNES

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Monsieur le maire de la commune de COURSAN.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le

- 6 AVR 2017
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture


Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI n° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET n° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-007

Objet : mise en demeure de supprimer un dispositif de préenseigne double face implanté illégalement sur le territoire de la commune de BAGES.

Afficheur : **Monsieur ALLIEN Guillaume
Château Prat de Cest
11 100 BAGES**

Représenté par: **Monsieur ALLIEN Guillaume
gérant du château Prat de Cest**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 23 mars 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence d'un dispositif publicitaire, situé sur le territoire de la commune de BAGES en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N: 43°07.332', E : 002°57.300').

Considérant que le dispositif double face implanté se situe hors agglomération;

Considérant que le dispositif double face n'est pas une préenseigne dérogatoire;

Considérant que le dispositif double face visé est par conséquent en infraction avec les articles L 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur ALLIEN Guillaume, gérant du **château Prat de Cest, 11 100 BAGES** est mis en demeure de supprimer le dispositif double face susvisé **ainsi que ses supports** et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du **délai de quinze jours** fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, le dispositif double face ainsi que ses supports ont été maintenus, **Monsieur ALLIEN Guillaume**, gérant du **château Prat de Cest**, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur ALLIEN Guillaume, gérant du **château Prat de Cest**, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose du dispositif en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du **délai de quinze jours** fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation du dispositif en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du **délai de quinze jours** fixé à l'article 1^{er} le dispositif double face ainsi que ses supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Monsieur ALLIEN Guillaume**, gérant du **château Prat de Cest** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à:

Monsieur ALLIEN Guillaume
Château Prat de Cest
11 100 BAGES

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Madame le maire de la commune de BAGES.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le

6 AVR. 2017

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD
2/2



Liberté • Égalité • Fraternité

PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX PRÉENSEIGNES

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-008

Objet : mise en demeure de supprimer un dispositif de préenseigne implanté illégalement sur le territoire de la commune de BAGES.

Afficheur : **LE PETIT CAFE**
12, route départementale 6009
11 100 BAGES

Représenté par: **Monsieur COMBES Jean**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 23 mars 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence d'un dispositif publicitaire, situé sur le territoire de la commune de BAGES en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N : 43° 06.904', E : 002° 57.064').

Considérant que le dispositif implanté se situe hors agglomération;

Considérant que le dispositif n'est pas une préenseigne dérogatoire;

Considérant que le dispositif visé est par conséquent en infraction avec les articles L 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur COMBES Jean, gérant de la **société LE PETIT CAFE**, 12, route départementale 6009 11 100 BAGES est mis en demeure de supprimer le dispositif susvisé **ainsi que ses supports** et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, le dispositif ainsi que ses supports ont été maintenus, **Monsieur COMBES Jean**, gérant de la **société LE PETIT CAFE**, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur COMBES Jean, gérant de la **société LE PETIT CAFE**, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose du dispositif en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation du dispositif en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} le dispositif ainsi que ses supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Monsieur COMBES Jean**, gérant de la **société LE PETIT CAFE** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à

Monsieur COMBES Jean
LE PETIT CAFE
12 , route départementale 6009
11 100 BAGES

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Madame le maire de la commune de BAGES.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

- 6 AVR 2017

Fait à Carcassonne, le
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture


Marie-Blanche BERNARD



Liberté • Égalité • Fraternité

PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

LOI n° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET n° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX PRÉENSEIGNES

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-009

Objet : mise en demeure de supprimer un dispositif publicitaire implanté illégalement sur le territoire de la commune de BAGES.

Afficheur :

**Monsieur DUDSON Paul
Château Haute Fontaine
Domaine de Java
Hameau de Prat de Cest
11 100 BAGES**

Représenté par:

**Monsieur DUDSON Paul,
gérant du Château Haute Fontaine, Domaine de Java**

Le Préfet de l'Aude

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 23 mars 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence d'un dispositif publicitaire, situé sur le territoire de la commune de BAGES en bordure de la RD 6009.

Considérant que le dispositif implanté se situe hors agglomération;

Considérant que le dispositif n'est pas une préenseigne dérogatoire;

Considérant que le dispositif visé est par conséquent en infraction avec les articles L 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur **DUDSON Paul**, gérant du **Château Haute Fontaine**, Hameau de Prat de Cest, 11 100 BAGES est mis en demeure de supprimer le dispositif susvisé **ainsi que ses supports** et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, le dispositif ainsi que ses supports ont été maintenus, **Monsieur DUDSON Paul**, gérant du **Château Haute Fontaine**, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur DUDSON Paul, gérant du **Château Haute Fontaine**, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose du dispositif en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation du dispositif en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} le dispositif ainsi que ses supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Monsieur DUDSON Paul**, gérant du **Château Haute Fontaine** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à:

Monsieur DUDSON Paul
Château Haute Fontaine
Domaine de Java
Hameau de Prat de Cest
11 100 BAGES

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Madame le maire de la commune de BAGES.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le - **6 AVR. 2017**
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD



Liberté • Égalité • Fraternité

PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX PRÉENSEIGNES

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-010

Objet : mise en demeure de supprimer deux dispositifs publicitaires ainsi que leurs supports implantés illégalement sur le territoire de la commune de BAGES.

Afficheur :

**Monsieur DUDSON Paul
Château Haute Fontaine
Domaine de Java
Hameau de Prat de Cest
11 100 BAGES**

Représenté par :

**Monsieur DUDSON Paul,
gérant du Château Haute Fontaine, Domaine de Java**

Le Préfet de l'Aude

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 23 mars 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence de deux dispositifs publicitaire, situés sur le territoire de la commune de BAGES en bordure de la RD 6009.

Considérant que les deux dispositifs implantés se situent hors agglomération;

Considérant que les deux dispositifs ne sont pas des préenseignes dérogatoires;

Considérant que les deux dispositifs visés sont par conséquent en infraction avec les articles L 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur **DUDSON Paul**, gérant du **Château Haute Fontaine**, Hameau de Prat de Cest, 11 100 BAGES est mis en demeure de supprimer les deux dispositifs susvisés **ainsi que leurs supports** et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, les deux dispositifs ainsi que leurs supports ont été maintenus, **Monsieur DUDSON Paul**, gérant du **Château Haute Fontaine**, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur DUDSON Paul, gérant du **Château Haute Fontaine**, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P.), la date de dépose des dispositifs en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation des deux dispositifs en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} les deux dispositifs ainsi que leurs supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Monsieur DUDSON Paul**, gérant du **Château Haute Fontaine** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à :

Monsieur DUDSON Paul
Château Haute Fontaine
Domaine de Java
Hameau de Prat de Cest
11 100 BAGES

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Madame le maire de la commune de BAGES.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le **6 AVR. 2017**
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-011

Objet : mise en demeure de supprimer un dispositif publicitaire double face implanté illégalement sur le territoire de la commune de BAGES.

Afficheur : **Monsieur NOUGARET Philippe
Domaine REVEILLON
11 100 BAGES**

Représenté par: **Monsieur NOUGARET Philippe,
gérant de la société Domaine REVEILLON**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 23 mars 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence d'un dispositif publicitaire double face, situé sur le territoire de la commune de BAGES en bordure de la RD 6009 (coordonnées GPS N: 43° 07.968', E: 002° 57.865').

Considérant que le dispositif publicitaire double face est une préenseigne dérogatoire double face soumise aux dispositions de l'article L.581-19 du code de l'environnement;

Considérant les dispositions des articles R 581-66 et 67 du code de l'environnement qui stipule que : « Les préenseignes dites préenseignes dérogatoires peuvent être implantées en dehors des agglomérations, - que leurs dimensions ne peuvent excéder 1 mètre en hauteur et 1,50 mètre en largeur;

Considérant que les dispositifs visés sont par conséquent en infraction avec l'article L 581-19, R 581-66 et 67 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur NOUGARET Philippe, gérant de la **société Domaine REVEILLON**, 11100 BAGES est mis en demeure de supprimer le dispositif double face susvisé **ainsi que ses supports** et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, le dispositif double face a été **maintenu**, **Monsieur NOUGARET Philippe**, gérant de la **société Domaine REVEILLON** sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur NOUGARET Philippe, gérant de la **société Domaine REVEILLON**, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose du dispositif double face en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation du dispositif en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} le dispositif double face mentionné ci-dessus a été **maintenu**, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Monsieur NOUGARET Philippe**, gérant de la **société Domaine REVEILLON** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à:

Monsieur NOUGARET Philippe
Domaine REVEILLON
11 100 BAGES

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Madame le maire de la commune de BAGES.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le **6 AVR. 2017**
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-012

Objet : mise en demeure de supprimer un dispositif publicitaire implanté illégalement sur le territoire de la commune de BAGES.

Afficheur : **Monsieur NOUGARET Philippe
Domaine REVEILLON
1100 BAGES**

Représenté par: **Monsieur NOUGARET Philippe,
gérant de la société Domaine REVEILLON**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 23 mars 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence d'un dispositif publicitaire, situé sur le territoire de la commune de BAGES en bordure de la RD 6009 (coordonnées GPS N :43°07.962', E :002°57.861').

Considérant que le dispositif implanté se situe hors agglomération;

Considérant que le dispositif n'est pas une préenseigne dérogatoire;

Considérant que le dispositif visé est par conséquent en infraction avec l'article L. 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur NOUGARET Philippe, gérant de la société Domaine REVEILLON, 11100 BAGES est mis en demeure de supprimer le dispositif susvisé et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, le dispositif a été maintenu, Monsieur NOUGARET Philippe, gérant de la société Domaine REVEILLON sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur NOUGARET Philippe, gérant de la société Domaine REVEILLON, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose du dispositif en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation du dispositif en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} le dispositif mentionné ci-dessus a été maintenu, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de Monsieur NOUGARET Philippe, gérant de la société Domaine REVEILLON dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à:

**Monsieur NOUGARET Philippe
Domaine REVEILLON
11 100 BAGES**

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Madame le maire de la commune de BAGES.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

6 AVR. 2017

Fait à Carcassonne, le
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture


Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX PRÉENSEIGNES

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-013

Objet : mise en demeure de supprimer un dispositif de préenseigne implanté illégalement sur le territoire des communes de PEYRIAC DE MER.

Afficheur : **Relais Porte des Corbières
1045 Fontvieille
Route départementale 6009
11130 SIGEAN**

Représenté par: **Madame VINCENT Béatrice**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 23 mars 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence d'un dispositif publicitaire, situé sur le territoire des communes de PEYRIAC DE MER en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N :43°04.535', E :002°56.587').

Considérant que le dispositif implanté se situe hors agglomération;

Considérant que le dispositif n'est pas une préenseigne dérogatoire;

Considérant que le dispositif visé est par conséquent en infraction avec les articles L 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Madame VINCENT Béatrice de la société **Relais Porte des Corbières**, 1045 Fontvieille, route départementale 6009, 11 130 SIGEAN est mise en demeure de supprimer le dispositif ainsi que ses supports susvisés et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, le dispositif ainsi que ses supports ont été maintenus, **Madame VINCENT Béatrice** de la société **Relais Porte des Corbières**, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Madame VINCENT Béatrice de la société **Relais Porte des Corbières**, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose du dispositif en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation du dispositif en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} le dispositif ainsi que ses supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Madame VINCENT Béatrice** de la société **Relais Porte des Corbières** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à :

Madame VINCENT Béatrice
Relais Porte des Corbières
1045 Fontvieille
Route départementale 6009
11 130 SIGEAN

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Madame le maire de la commune de PEYRIAC DE MER.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le **6 AVR. 2017**
Pour le Préfet par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture


Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-014

Objet : mise en demeure de supprimer un dispositif publicitaire double face implanté illégalement sur le territoire de la commune de PEYRIAC DE MER.

Afficheur : **Monsieur TERRIER Dominique
DOMAINE DES 2 ÂNES
Pech Narbonnais
11 440 PEYRIAC DE MER**

Représenté par: **Monsieur TERRIER Dominique,
gérant du DOMAINE DES 2 ÂNES**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 23 mars 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence d'un dispositif publicitaire double face, situé sur le territoire de la commune de PEYRIAC DE MER en bordure de la RD 6009 (coordonnées GPS N :43°05.214', 002°56.657').

Considérant qu'un dispositif est une préenseigne dérogatoire double face soumis aux dispositions de l'article L.581-19 du code de l'environnement;

Considérant les dispositions des articles R 581-66 et 67 du code de l'environnement qui stipule que : « Les préenseignes dites préenseignes dérogatoires peuvent être implantées en dehors des agglomérations, - que leurs dimensions ne peuvent excéder 1 mètre en hauteur et 1,50 mètre en largeur;

Considérant que les dispositifs visés sont par conséquent en infraction avec l'article L 581-19, R 581-66 et 67 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur TERRIER Dominique, gérant du **DOMAINE DES 2 ÂNES**, Pech Narbonnais, 11 440 PEYRIAC DE MER est mis en demeure de supprimer le dispositif double face susvisé ainsi que ses supports et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, le dispositif double face a été maintenu, **Monsieur TERRIER Dominique**, gérant du **DOMAINE DES 2 ÂNES** sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur TERRIER Dominique, gérant du **DOMAINE DES 2 ÂNES**, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose du dispositif double face en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation du dispositif en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} le dispositif double face mentionné ci-dessus a été maintenu, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Monsieur TERRIER Dominique**, gérant du **DOMAINE DES 2 ÂNES** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à :

Monsieur TERRIER Dominique
DOMAINE DES 2 ÂNES
Pech Narbonnais
11 440 PEYRIAC DE MER

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Madame le maire de la commune de PEYRIAC DE MER.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX PRÉENSEIGNES

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-015

Objet : mise en demeure de supprimer un dispositif de préenseigne implanté illégalement sur le territoire de la commune de PEYRIAC DE MER.

Afficheur : **Société DOS SANTOS AFFICHAGE**
31, rue de l'Eglise
59 270 BAILLEUL

Représenté par: **Monsieur PINHEIRO DOS SANTOS Paulo**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 23 mars 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence d'un dispositif publicitaire, situé sur le territoire de la commune de PEYRIAC DE MER en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N : 43° 05.419', E : 002° 56.738').

Considérant que le dispositif implanté se situe hors agglomération;

Considérant que le dispositif n'est pas une préenseigne dérogatoire;

Considérant que le dispositif visé est par conséquent en infraction avec les articles L 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur PINHEIRO DOS SANTOS Paulo gérant de la société **DOS SANTOS AFFICHAGE**, 31, rue de l'Eglise, 59 270 BAILLEUL est mis en demeure de supprimer le dispositif susvisé ainsi que ses supports et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, le dispositif ainsi que ses supports ont été maintenus, **Monsieur PINHEIRO DOS SANTOS Paulo** gérant de la société **DOS SANTOS AFFICHAGE**, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur PINHEIRO DOS SANTOS Paulo gérant de la société **DOS SANTOS AFFICHAGE**, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose du dispositif en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation du dispositif en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} le dispositif ainsi que ses supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Monsieur PINHEIRO DOS SANTOS Paulo** gérant de la société **DOS SANTOS AFFICHAGE** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à :

Monsieur PINHEIRO DOS SANTOS Paulo
Société DOS SANTOS AFFICHAGE
31, rue de l'Eglise
59 270 BAILLEUL

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Madame le maire de la commune de PEYRIAC DE MER.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le **6 AVR. 2017**
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-016

Objet : mise en demeure de supprimer un dispositif publicitaire implanté illégalement sur le territoire de la commune de PEYRIAC DE MER.

Afficheur : **CAVE ROCBERE**
2, rue de la cave coopérative
11 440 PEYRIAC DE MER

Représenté par: **Madame SABATIER Christine,**
gérante de la Cave Rochère

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 23 mars 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence d'un dispositif publicitaire, situé sur le territoire de la commune de PEYRIAC DE MER en bordure de la RD 6009 (coordonnées GPS N: 43°05.647', E: 002°56.843').

Considérant que le dispositif est une préenseigne dérogatoire soumis aux dispositions de l'article L.581-19 du code de l'environnement;

Considérant les dispositions des articles R 581-66 et 67 du code de l'environnement qui stipule que : « Les préenseignes dites préenseignes dérogatoires peuvent être implantées en dehors des agglomérations, - que leurs dimensions ne peuvent excéder 1 mètre en hauteur et 1,50 mètre en largeur »;

Considérant les dispositions de l'article R 581-27 qui stipule que: « La publicité non lumineuse ne peut être apposée sur une toiture ou une terrasse en tenant lieu, ni dépasser les limites du mur qui la supporte, ni, le cas échéant, dépasser les limites de l'égout du toit »;

Considérant que le dispositif visé est par conséquent en infraction avec l'article L 581-19, R 581-66, 67 et R 581-27 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Madame SABATIER Christine, gérante de la société **CAVE ROCBERE**, 2, rue de la cave coopérative, 11 440 PEYRIAC DE MER est mise en demeure de supprimer le dispositif susvisé **ainsi que ses supports** et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, le dispositif ainsi que ses supports ont été maintenus, **Madame SABATIER Christine**, gérante de la société **CAVE ROCBERE**, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Madame SABATIER Christine, gérante de la société **CAVE ROCBERE**, est tenue de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose du dispositif en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation du dispositif en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} le dispositif ainsi que ses supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Madame SABATIER Christine, gérante de la société CAVE ROCBERE** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution


Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à:

**Madame SABATIER Christine
CAVE ROCBERE
2, rue de la cave coopérative
11 440 PEYRIAC DE MER**

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Madame le maire de la commune de PEYRIAC DE MER.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le **6 AVR 2017**
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÈGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-017

Objet : mise en demeure de supprimer cinq dispositifs publicitaire implantés illégalement sur le territoire de la commune de PORTEL DES CORBIERES et FITOU.

Afficheur : **CHATEAU FEODAL DE FITOU
37, rue du Château
11510 FITOU**

Représenté par : **Monsieur GAILLOT Cyril**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 23 mars 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence de trois dispositifs publicitaire, situés sur le territoire de la commune de PORTEL DES CORBIERES en bordure de la RD 6009 (coordonnées GPS N : 43°04 055', E : 002°56.300') et sur la commune de FITOU en bordure de la RD 6009 (coordonnées GPS N : 42° 54.834', E : 002° 59.868' et N : 42° 54.312', E : 003° 00.006').

Considérant que les trois dispositifs sont des préenseignes dérogatoires soumises aux dispositions de l'article L.581-19 du code de l'environnement;

Considérant que les trois dispositifs signalent un monument historique inscrit ouvert à la visite;

Considérant les dispositions des articles R 581-66 et 67 du code de l'environnement qui stipule que : « Les préenseignes dites préenseignes dérogatoires peuvent être implantées en dehors des agglomérations,
- que leurs dimensions ne peuvent excéder 1 mètre en hauteur et 1,50 mètre en largeur;
- qu'elles peuvent être implantées en dehors des agglomérations, au plus à 10 kilomètres;
- qu'il ne peut y avoir plus de quatre préenseignes par monument;

Considérant que les trois dispositifs visés sont par conséquent en infraction avec l'article L 581-19, R 581-66 et 67 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur GAILLOT Cyril gérant du CHATEAU FEODAL DE FITOU, 37, rue du Château, 11 510 FITOU est mis en demeure de supprimer les trois dispositifs susvisés ainsi que leurs supports et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, les dispositifs ainsi que leurs supports ont été maintenus, Monsieur GAILLOT Cyril gérant du CHATEAU FEODAL DE FITOU sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur GAILLOT Cyril gérant du CHATEAU FEODAL DE FITOU, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P.), la date de dépose des dispositifs en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation des dispositifs en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} les dispositifs ainsi que leurs supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de Monsieur GAILLOT Cyril gérant du CHATEAU FEODAL DE FITOU dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à :

Monsieur GAILLOT Cyril
CHATEAU FEODAL DE FITOU
37, rue du Château
11510 FITOU

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Monsieur le maire de la commune de PORTEL DES CORBIERES.
- Monsieur le maire de la commune de FITOU.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le 06 AVR 2017
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-018

Objet : mise en demeure de supprimer deux dispositifs publicitaire implanté illégalement sur le territoire de la commune de SIGEAN.

Afficheur :

**Commune de SIGEAN
Hôtel de Ville
Place de Libération
11 130 SIGEAN**

Représenté par:

Monsieur le Maire

Le Préfet de l'Aude

Chevalier de la Légion d'Honneur

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 23 mars 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence de deux dispositifs publicitaire, situés sur le territoire de la commune de SIGEAN en bordure de la RD 6009.

Considérant que les deux dispositifs implantés se situent hors agglomération;

Considérant que les deux dispositifs ne sont pas des préenseignes dérogatoires;

Considérant que les deux dispositifs visés sont par conséquent en infraction avec les articles L 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur le Maire de la Commune de SIGEAN, Hôtel de Ville, place de Libération, 11 130 SIGEAN est mis en demeure de supprimer les deux dispositifs susvisés ainsi que leurs supports et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, le dispositif ainsi que leurs supports ont été maintenus, **Monsieur le Maire de la Commune de SIGEAN**, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur le Maire de la Commune de SIGEAN, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose des deux dispositifs en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation des dispositifs en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} les deux dispositifs ainsi que leurs supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Monsieur le Maire de la Commune de SIGEAN** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution


Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à :

**Monsieur le Maire
Hôtel de Ville
Place de Libération
11 130 SIGEAN**

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Monsieur le maire de la commune de SIGEAN.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le 6 AVR. 2017
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

2/2 Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX PRÉENSEIGNES

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-019

Objet : mise en demeure de supprimer deux dispositifs de préenseigne implantés illégalement sur le territoire de la commune de SIGEAN.

Afficheur : **Monsieur LETON Pascal**
32, chemin de la Plaine de la Verdou
11590 CUXAC D'AUDE

Représenté par: **Monsieur LETON Pascal**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 23 mars 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence de deux dispositifs publicitaire, situés sur le territoire de la commune de SIGEAN en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N :43°04.093', E :002°56.350') et (coordonnées GPS N :43°03.445', E :002°56.534').

Considérant que les deux dispositifs implantés se situent hors agglomération;

Considérant que les deux dispositifs ne sont pas des préenseignes dérogatoires;

Considérant que les deux dispositifs visés sont par conséquent en infraction avec les articles L 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur LETON Pascal, 32, chemin de la Plaine de la Verdou, 11590 Cuxac d'Aude est mis en demeure de supprimer les deux dispositifs susvisés **ainsi que leurs supports** et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, les deux dispositifs ainsi que leurs supports ont été maintenus, **Monsieur LETON Pascal**, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur LETON Pascal, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose des deux dispositifs en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation des deux dispositifs en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} les deux dispositifs ainsi que leurs supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Monsieur LETON Pascal** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à:

Monsieur LETON Pascal
32, chemin de la Plaine de la Verdou
11590 CUXAC D'AUDE

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Monsieur le maire de la commune de SIGEAN.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le

- 6 AVR. 2017

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÈGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-020

Objet : mise en demeure de supprimer deux dispositifs de préenseigne implanté illégalement sur le territoire de LA commune de SIGEAN.

Afficheur : **SUPERMARCHE LIDL
Avenue de Port la Nouvelle
11130 SIGEAN**

Représenté par : **Monsieur SOLOFRIZZO Emmanuel**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 23 mars 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence de deux dispositifs publicitaire, situé sur le territoire de la commune de SIGEAN en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N :43°04.108', E :002°56.363') et (coordonnées GPS N :43°04.089', E :002°56.341')

Considérant que les deux dispositifs implantés se situe hors agglomération;

Considérant que les deux dispositifs ne sont pas des préenseignes dérogatoires;

Considérant que les deux dispositifs visés sont par conséquent en infraction avec les articles L 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur SOLOFRIZZO Emmanuel gérant de la société SUPERMARCHÉ LIDL, avenue de Port la Nouvelle, 11130 SIGEAN est mis en demeure de supprimer les deux dispositifs ainsi que leurs supports susvisés et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, les deux dispositifs ainsi que leurs supports ont été maintenus, Monsieur SOLOFRIZZO Emmanuel gérant de la société SUPERMARCHÉ LIDL, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur SOLOFRIZZO Emmanuel gérant de la société SUPERMARCHÉ LIDL, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose des deux dispositifs en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation des deux dispositifs en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} les deux dispositifs ainsi que leurs supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de Monsieur SOLOFRIZZO Emmanuel gérant de la société SUPERMARCHÉ LIDL dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à :

**Monsieur SOLOFRIZZO Emmanuel
SUPERMARCHÉ LIDL
Avenue de Port la Nouvelle
11130 SIGEAN**

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Monsieur le maire de la commune de SIGEAN.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le - 6 AVR. 2017

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-021

Objet : mise en demeure de supprimer un dispositif de préenseigne implanté illégalement sur le territoire de la commune de COURSAN.

Afficheur : **Société CAMPING ENSOYA
54, Avenue de Perpignan
11 130 SIGEAN**

Représenté par: **Madame BUISSON Brigitte**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 23 mars 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence d'un dispositif publicitaire, situé sur le territoire de la commune de SIGEAN en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N :43°00.489', E :002°58.176').

Considérant que le dispositif implanté se situe hors agglomération;

Considérant que le dispositif n'est pas une préenseigne dérogatoire;

Considérant que le dispositif visé est par conséquent en infraction avec les articles L 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Madame BUISSON Brigitte, gérante de la société **CAMPING ENSOYA**, 54, avenue de Perpignan, 11 130 Sigean est mise en demeure de supprimer le dispositif susvisé ainsi que ses supports et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, le dispositif ainsi que ses supports ont été maintenus, **Madame BUISSON Brigitte**, gérante de la société **CAMPING ENSOYA**, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Madame BUISSON Brigitte, gérante de la société **CAMPING ENSOYA**, est tenue de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose du dispositif en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation du dispositif en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} le dispositif ainsi que ses supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Madame BUISSON Brigitte**, gérante de la société **CAMPING ENSOYA** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à :

Madame BUISSON Brigitte
Société CAMPING ENSOYA
54, Avenue de Perpignan
11 130 SIGEAN


copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Monsieur le maire de la commune de SIGEAN.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

- 6 AVR. 2017

Fait à Carcassonne, le
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture


Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÈGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

LOI n° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET n° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX PRÉENSEIGNES

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-022

Objet : mise en demeure de supprimer un dispositif de préenseigne implanté illégalement sur le territoire de la commune de COURSAN.

Afficheur : **Société INTERMARCHE Super
Zone Artisanale du Peyrou
11130 SIGEAN**

Représenté par : **Monsieur Hertzerg Laurent**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 23 mars 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence d'un dispositif publicitaire, situé sur le territoire de la commune de SIGEAN en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N : 43°02.553', E : 002°58.049').

Considérant que le dispositif implanté se situe hors agglomération;

Considérant que le dispositif n'est pas une préenseigne dérogatoire;

Considérant que le dispositif visé est par conséquent en infraction avec les articles L 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur Hertzerg Laurent, gérant de la société **INTERMARCHE Super**, zone Artisanale du Peyrou, 11 130 Sigean est mis en demeure de supprimer le dispositif susvisé ainsi que ses supports et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, le dispositif ainsi que ses supports ont été maintenus, **Monsieur Hertzerg Laurent**, gérant de la société **INTERMARCHE Super**, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur Hertzerg Laurent, gérant de la société **INTERMARCHE Super**, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose du dispositif en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation du dispositif en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} le dispositif ainsi que ses supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Monsieur Hertzerg Laurent**, gérant de la société **INTERMARCHE Super** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à :

Monsieur Hertzerg Laurent
Société INTERMARCHE Super
Zone Artisanale du Peyrou
11130 SIGEAN

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Monsieur le maire de la commune de SIGEAN.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

- 6 AVR. 2017

Fait à Carcassonne, le

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD
2/2

PREFET DE L'AUDE



*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX PRÉENSEIGNES

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-023

Objet : mise en demeure de supprimer un dispositif publicitaire double face implanté illégalement sur le territoire de la commune de SIGEAN.

Afficheur : **Association Lieu d'Art Contemporain
1, rue de la Berre
Hameau du LAC
11130 SIGEAN**

Représenté par: **Monsieur le Président
de l'Association Lieu d'Art Contemporain**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 23 mars 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence d'un dispositif publicitaire double face, situé sur le territoire de la commune de SIGEAN en bordure de la RD 6009 (coordonnées GPS N :43°02.994', E :002°57.798').

Considérant que le dispositif est une préenseigne dérogatoire double face soumis aux dispositions de l'article L.581-19 du code de l'environnement;

Considérant les dispositions des articles R 581-66 et 67 du code de l'environnement qui stipule que : « Les préenseignes dites préenseignes dérogatoires peuvent être implantées en dehors des agglomérations, - que leurs dimensions ne peuvent excéder 1 mètre en hauteur et 1,50 mètre en largeur;

Considérant que le dispositif visé est par conséquent en infraction avec l'article L 581-19, R 581-66 et 67 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur le Président de l'Association Lieu d'Art Contemporain, 1, rue de la Berre, 11 130 SIGEAN est mis en demeure de supprimer le dispositif double face susvisé ainsi que ses supports et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, le dispositif double face ainsi que ses supports ont été maintenus, **Monsieur le Président de l'Association Lieu d'Art Contemporain** sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur le Président de l'Association Lieu d'Art Contemporain, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose du dispositif double face en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation du dispositif en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} le dispositif double face ainsi que ses supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Monsieur le Président de l'Association Lieu d'Art Contemporain** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution


Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à:

**Monsieur le Président
Association Lieu d'Art Contemporain
1, rue de la Berre
Hameau du LAC**

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Madame le maire de la commune de SIGEAN.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le **6 AVR. 2017**
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-024

Objet : mise en demeure de supprimer deux dispositifs de préenseigne implanté illégalement sur le territoire des communes de PEYRIAC DE MER et SIGEAN.

Afficheur : **Relais Porte des Corbières
1045 Fontvieille
Route départementale 6009
11130 SIGEAN**

Représenté par: **Madame VINCENT Béatrice**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 23 mars 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence de deux dispositifs publicitaire, situé sur le territoire des communes de SIGEAN en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N :43°04.90', E :002°56.342') et (coordonnées GPS N :43°03.418', E :002°56.555') .

Considérant que les deux dispositifs implantés se situe hors agglomération;

Considérant que les deux dispositifs ne sont pas des préenseignes dérogatoires;

Considérant que les deux dispositifs visés sont par conséquent en infraction avec les articles L 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Madame VINCENT Béatrice de la société **Relais Porte des Corbières**, 1045 Fontvieille, route départementale 6009, 11 130 SIGEAN est mise en demeure de supprimer les deux dispositifs **ainsi que leurs supports** susvisés et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, les deux dispositifs ainsi que leurs supports ont été maintenus, **Madame VINCENT Béatrice** de la société **Relais Porte des Corbières**, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Madame VINCENT Béatrice de la société **Relais Porte des Corbières**, est tenue de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose des deux dispositifs en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation des deux dispositifs en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} les deux dispositifs ainsi que leurs supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Madame VINCENT Béatrice** de la société **Relais Porte des Corbières** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à:

Madame VINCENT Béatrice
Relais Porte des Corbières
1045 Fontvieille
Route départementale 6009
11 130 SIGEAN

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Monsieur le maire de la commune de SIGEAN.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le

6 AVR. 2017

Pour le Préfet et par délégation

La Secrétaire Générale de la Préfecture


Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÈGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-025

Objet : mise en demeure de supprimer un dispositif de préenseigne implanté illégalement sur le territoire de la commune de SIGEAN.

Afficheur : **Salon de Thé LE REFUGE
49, avenue des Corbières
11490 PORTEL DES CORBIÈRES**

Représenté par: **Monsieur MEOU Jean-Christophe**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 3 avril 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence d'un dispositif publicitaire, situé sur le territoire de la commune de SIGEAN en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N :43°04.099', 002°56.356').

Considérant que le dispositif implanté se situe hors agglomération;

Considérant que le dispositif n'est pas une préenseigne dérogatoire;

Considérant que le dispositif visé est par conséquent en infraction avec les articles L 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur MEOU Jean-Christophe, gérant de la société **Salon de Thé LE REFUGE**, 49, avenue des Corbières, 11 490 PORTEL DES CORBIÈRES est mis en demeure de supprimer le dispositif susvisé **ainsi que ses supports** et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, le dispositif ainsi que ses supports ont été maintenus, **Monsieur MEOU Jean-Christophe**, gérant de la société **Salon de Thé LE REFUGE**, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur MEOU Jean-Christophe, gérant de la société **Salon de Thé LE REFUGE**, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose du dispositif en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation du dispositif en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} le dispositif ainsi que ses supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Monsieur MEOU Jean-Christophe**, gérant de la société **Salon de Thé LE REFUGE** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à:

**Monsieur MEOU Jean-Christophe
Salon de Thé LE REFUGE
49, avenue des Corbières
11490 PORTEL DES CORBIÈRES**


copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Madame le maire de la commune de SIGEAN.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

11 AVR. 2017

Fait à Carcassonne, le
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture


Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-026

Objet : mise en demeure de supprimer deux dispositifs de préenseigne implantés illégalement sur le territoire de la commune de SIGEAN

Afficheur : **CHATEAU HAUT GLEON
Lieu dit Gléon le Haut
11360 VILLESEQUE DES CORBIERES**

Représenté par : **Monsieur FERRAND Gilles**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 3 avril 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence de deux dispositifs publicitaire, situés sur le territoire de la commune de SIGEAN en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N :43°04 108', E :002°56.363') et (coordonnées GPS N :43°04.089', E :002°56.341')

Considérant que les deux dispositifs implantés se situent hors agglomération;

Considérant que les deux dispositifs ne sont pas des préenseignes dérogatoires;

Considérant que les deux dispositifs visés sont par conséquent en infraction avec les articles L 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur FERRAND Gilles de la société **CHATEAU HAUT GLEON**, Lieu-dit « Gléon le Haut », 11360 VILLESEQUE DES CORBIERES est mis en demeure de supprimer les deux dispositifs ainsi que leurs supports susvisés et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, les deux dispositifs ainsi que leurs supports ont été maintenus, **Monsieur FERRAND Gilles** de la société **CHATEAU HAUT GLEON**, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur FERRAND Gilles de la société **CHATEAU HAUT GLEON**, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose des deux dispositifs en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation des deux dispositifs en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} les deux dispositifs ainsi que leurs supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Monsieur FERRAND Gilles** de la société **CHATEAU HAUT GLEON** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution


Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à:

Monsieur FERRAND Gilles
CHATEAU HAUT GLEON
Lieu dit Gléon le Haut
11360 VILLESEQUE DES CORBIERES

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Monsieur le maire de la commune de SIGEAN.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le **11 AVR. 2017**
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-028

Objet : mise en demeure de supprimer un dispositif de préenseigne implanté illégalement sur le territoire de la commune de ROQUEFORT DES CORBIERES

Afficheur : **Mme BLANC Jacqueline
BAR RESTAURANT LA MURELLE
1, Route Départementale 6009
11 540 ROQUEFORT DES CORBIERES**

Représenté par: **Mme BLANC Jacqueline**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 3 avril 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence d'un dispositif publicitaire, situé sur le territoire de la commune de ROQUEFORT DES CORBIERES en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N: 42° 59.940', E: 002° 58.192).

Considérant que le dispositif implanté se situe hors agglomération;

Considérant que le dispositif n'est pas une préenseigne dérogatoire;

Considérant que le dispositif visé est par conséquent en infraction avec les articles L.581-7 et L.581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Mme **BLANC Jacqueline**, gérante de la société **BAR RESTAURANT LA MURELLE**, 1, Route Départementale 6009, 11 540 Roquefort des Corbières est mise en demeure de supprimer le dispositif susvisé **ainsi que ses supports** et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, le dispositif ainsi que ses supports ont été maintenus, **Mme BLANC Jacqueline**, gérante de la société **BAR RESTAURANT LA MURELLE**, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Mme BLANC Jacqueline, gérante de la société **BAR RESTAURANT LA MURELLE**, est tenue de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose du dispositif en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation du dispositif en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} le dispositif ainsi que ses supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Mme BLANC Jacqueline**, gérante de la société **BAR RESTAURANT LA MURELLE** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à:

Mme BLANC Jacqueline
BAR RESTAURANT LA MURELLE
1, Route Départementale 6009
11 540 ROQUEFORT DES CORBIERES

copie sera adressée à

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Monsieur le maire de la commune de ROQUEFORT DES CORBIERES.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le 11 AVR 2017
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-029

Objet : mise en demeure de supprimer deux dispositifs de préenseignes implantés illégalement sur le territoire de la commune de ROQUEFORT DES CORBIERES

Afficheur : **BROCANTE ANTIQUITES
Mme VIE Christine
30, avenue des Plages
11 540 ROQUEFORT DES CORBIERES**

Représenté par: **Mme VIE Christine**

Le Préfet de l'Aude

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 3 avril 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence de deux dispositifs publicitaires, situés sur le territoire de la commune de ROQUEFORT DES CORBIERES en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N: 42° 59.313', E: 002° 58.402' et N: 42° 59.895', E: 002° 58,184).

Considérant que les deux dispositifs implantés se situent hors agglomération;

Considérant que les deux dispositifs ne sont pas des préenseignes dérogatoires;

Considérant que le dispositif visé est par conséquent en infraction avec les articles L 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Mme VIE Christine, gérante de la société **BROCANTE ANTIQUITES**, 30, avenue des Plages, 11 540 Roquefort des Corbières est mise en demeure de supprimer les deux dispositifs susvisés ainsi que leurs supports et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, les deux dispositifs ainsi que leurs supports ont été maintenus, Mme VIE Christine, gérante de la société **BROCANTE ANTIQUITES**, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Mme VIE Christine, gérante de la société **BROCANTE ANTIQUITES**, est tenue de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose des deux dispositifs en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation des deux dispositifs en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} les deux dispositifs ainsi que leurs supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de Mme VIE Christine, gérante de la société **BROCANTE ANTIQUITES** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à:

BROCANTE ANTIQUITES
Mme VIE Christine
30, avenue des Plages
11 540 ROQUEFORT DES CORBIERES

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Madame le maire de la commune de ROQUEFORT DES CORBIERES.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

11 AVR 2017

Marie-Blanche BERNARD

2/2



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÈGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-031

Objet : mise en demeure de supprimer un dispositif de préenseigne implanté illégalement sur le territoire de la commune de ROQUEFORT DES CORBIERES

Afficheur : **CHAMBRES D'HOTES ZENAÏDE
Mme CASTANY Anne
27, rue des Chasseurs
11 540 ROQUEFORT DES CORBIERES**

Représenté par : **Mme CASTANY Anne**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 3 avril 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence d'un dispositif publicitaire, situé sur le territoire de la commune de ROQUEFORT DES CORBIERES en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N: 43° 00.287', E: 002° 58.150').

Considérant que le dispositif implanté se situe hors agglomération;

Considérant que le dispositif n'est pas une préenseigne dérogatoire;

Considérant que le dispositif visé est par conséquent en infraction avec les articles L.581-7 et L.581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Mme **CASTANY Anne**, gérante de la société **CHAMBRES D'HOTES ZENAÏDE**, 27, rue des Chasseurs, 11 540 Roquefort des Corbières est mise en demeure de supprimer le dispositif susvisé ainsi que ses supports et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, le dispositif ainsi que ses supports ont été maintenus, Mme **CASTANY Anne**, gérante de la société **CHAMBRES D'HOTES ZENAÏDE**, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Mme **CASTANY Anne**, gérante de la société **CHAMBRES D'HOTES ZENAÏDE**, est tenue de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose du dispositif en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation du dispositif en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} le dispositif ainsi que ses supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de Mme **CASTANY Anne**, gérante de la société **CHAMBRES D'HOTES ZENAÏDE** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à:

CHAMBRES D'HOTES ZENAÏDE
Mme CASTANY Anne
27, rue des Chasseurs
11 540 ROQUEFORT DES CORBIERES

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Madame le maire de la commune de ROQUEFORT DES CORBIERES.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le

11 AVR. 2017

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-032

Objet : mise en demeure de supprimer un dispositif de préenseigne implanté illégalement sur le territoire de la commune de ROQUEFORT DES CORBIERES

Afficheur : **LE PATIO DES CIGALES B & B
Monsieur OTHO-GILLOT Marc
42, avenue des Plages
11 540 ROQUEFORT DES CORBIERES**

Représenté par: **Monsieur OTHO-GILLOT Marc**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 3 avril 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence d'un dispositif publicitaire, situé sur le territoire de la commune de ROQUEFORT DES CORBIERES en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N: 42° 59.881', E: 002° 58.185').

Considérant que le dispositif implanté se situe hors agglomération;

Considérant que le dispositif n'est pas une préenseigne dérogatoire;

Considérant que le dispositif visé est par conséquent en infraction avec les articles L 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur OTHO-GILLOT Marc, gérant de la société LE PATIO DES CIGALES, 42, avenue des Plages, 11 540 Roquefort des Corbières est mis en demeure de supprimer le dispositif susvisé ainsi que ses supports et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, le dispositif ainsi que ses supports ont été maintenus, Monsieur OTHO-GILLOT Marc, gérant de la société LE PATIO DES CIGALES, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur OTHO-GILLOT Marc, gérant de la société LE PATIO DES CIGALES, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose du dispositif en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation du dispositif en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} le dispositif ainsi que ses supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de Monsieur OTHO-GILLOT Marc, gérant de la société LE PATIO DES CIGALES dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution


Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à :

LE PATIO DES CIGALES B & B
Monsieur OTHO-GILLOT Marc
42, avenue des Plages
11 540 ROQUEFORT DES CORBIERES

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Madame le maire de la commune de ROQUEFORT DES CORBIERES.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le 11 AVR. 2017
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD
2/2



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-033

Objet : mise en demeure de supprimer un dispositif publicitaire implanté illégalement sur le territoire de la commune de ROQUEFORT DES CORBIERES.

Afficheur : **Les CELLIERS DE ST MARTIN
Cave Coopérative de Leucate
Chai la Prade
11370 LEUCATE**

Représenté par : **Monsieur CASTANY Joël**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 3 avril 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence d'un dispositif publicitaire, situé sur le territoire de la commune de ROQUEFORT DES CORBIERES en bordure de la RD 6009 (coordonnées GPS N :42°59.362', E :002°58.366').

Considérant que le dispositif publicitaire est une préenseigne dérogatoire soumise aux dispositions de l'article L.581-19 du code de l'environnement;

Considérant les dispositions des articles R 581-66 et 67 du code de l'environnement qui stipule que : « Les préenseignes dites préenseignes dérogatoires peuvent être implantées en dehors des agglomérations, - que leurs dimensions ne peuvent excéder 1 mètre en hauteur et 1,50 mètre en largeur;

Considérant que le dispositif visé sont par conséquent en infraction avec l'article L 581-19, R 581-66 et 67 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur **CASTANY Joël**, gérant de la société **Les CELLIERS DE ST MARTIN**, Cave Coopérative de Leucate, Chai la Prade, 11370 LEUCATE est mis en demeure de supprimer le dispositif susvisé **ainsi que ses supports** et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, le dispositif ainsi que ses supports ont été maintenus, Monsieur **CASTANY Joël**, gérant de la société **Les CELLIERS DE ST MARTIN** sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur **CASTANY Joël**, gérant de la société **Les CELLIERS DE ST MARTIN**, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose du dispositif en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation du dispositif en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} le dispositif ainsi que ses supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de Monsieur **CASTANY Joël**, gérant de la société **Les CELLIERS DE ST MARTIN** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à :

**Monsieur CASTANY Joël
Les CELLIERS DE ST MARTIN
Cave Coopérative de Leucate
Chai la Prade
11370 LEUCATE**

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Madame le maire de la commune de ROQUEFORT DES CORBIERES.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le 11 AVR 2017

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture


Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÈGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-034

Objet : mise en demeure de supprimer deux dispositifs de préenseigne implantés illégalement sur le territoire de la commune de LA PALME.

Afficheur :

**CAMPING DOMAINE DE LA PALME
Monsieur DONGHI Georges
79, chemin du Stade
11 480 LA PALME**

Représenté par:

Monsieur DONGHI Georges

Le Préfet de l'Aude

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 3 avril 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence de deux dispositifs publicitaire, situés sur le territoire de la commune de LA PALME en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N: 42° 57.440', E: 002° 59.124' et N: 42° 57.874', E: 002° 58.964')

Considérant que les deux dispositifs implantés se situent hors agglomération;

Considérant que les deux dispositifs ne sont pas des préenseignes dérogatoires;

Considérant que les deux dispositifs visés sont par conséquent en infraction avec les articles L 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur **DONGHI Georges**, gérant de la société **CAMPING DOMAINE DE LA PALME**, 79 chemin du Stade, 11 480 LA PALME est mis en demeure de supprimer les deux dispositifs susvisés ainsi que leurs supports et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, les deux dispositifs ainsi que leurs supports ont été maintenus, Monsieur **DONGHI Georges**, gérant de la société **CAMPING DOMAINE DE LA PALME**, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur **DONGHI Georges**, gérant de la société **CAMPING DOMAINE DE LA PALME**, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose des deux dispositifs en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation des deux dispositifs en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} les deux dispositifs ainsi que leurs supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de Monsieur **DONGHI Georges**, gérant de la société **CAMPING DOMAINE DE LA PALME** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

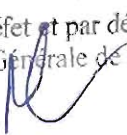
Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à:

CAMPING DOMAINE DE LA PALME
Monsieur DONGHI Georges
79, chemin du Stade
11 480 LA PALME

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Monsieur le maire de la commune de LA PALME.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le **11 AVR 2017**
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-035

Objet : mise en demeure de supprimer quatre dispositifs publicitaires implantés illégalement sur le territoire de la commune de LA PALME

Afficheur :

**DOMAINE DE LA GRANGE
Messieurs DELLO'VA Thierry et André
Les Cabannes de la Palme
11 480 LA PALME**

Représenté par :

Monsieur DELLO'VA Thierry et André

**Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 3 avril 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence de quatre dispositifs publicitaires, situés sur le territoire de la commune de LA PALME en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N: 42° 58.157', E: 002° 58.873' - N: 42° 57.512', E: 002° 59.073' - N: 42° 57.507', E: 002° 59.084' - N: 42° 56.836', E: 002° 59.293')

Considérant que les quatre dispositifs implantés se situent hors agglomération;

Considérant que les quatre dispositif sont des préenseignes dérogatoires soumises aux dispositions de l'article L.581-19 du code de l'environnement;

Considérant les dispositions des articles R 581-66 et 67 du code de l'environnement qui stipule que : « Les préenseignes dites préenseignes dérogatoires peuvent être implantées en dehors des agglomérations, - que leurs dimensions ne peuvent excéder 1 mètre en hauteur et 1,50 mètre en largeur; - qu'il ne peut y avoir plus de deux préenseignes pour une entreprise locale que son activité principale conduit à fabriquer ou vendre des produits du terroir

- qu'elles peuvent être implantées, au plus à 5 kilomètres de l'entrée de l'agglomération ou du lieu où est exercée l'activité qu'elles signalent.

Considérant que les dispositifs visés sont par conséquent en infraction avec l'article L 581-19, R 581-66 et 67 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Messieurs **DELLO'VA Thierry et André**, propriétaires du **DOMAINE DE LA GRANGE**, Les Cabanes de la Palme, 11 480 La Palme sont mis en demeure de supprimer les dispositifs susvisés **ainsi que leurs supports** et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, les dispositifs ainsi que leurs supports ont été maintenus, Messieurs **DELLO'VA Thierry et André**, propriétaires du **DOMAINE DE LA GRANGE**, sont redevables d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Messieurs **DELLO'VA Thierry et André**, propriétaires du **DOMAINE DE LA GRANGE**, sont tenus de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose des dispositifs en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à leur encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation du dispositif en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} les dispositifs ainsi que leurs supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de Messieurs **DELLO'VA Thierry et André**, propriétaires du **DOMAINE DE LA GRANGE** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à:

DOMAINE DE LA GRANGE
Messieurs DELLO'VA Thierry et André
Les Cabannes de la Palme
11 480 LA PALME

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Monsieur le maire de la commune de LA PALME.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

11 AVR. 2017
Bureau Carcassonne, le
La Secrétaire Générale de la Préfecture

2/2

Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI n° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET n° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-036

Objet : mise en demeure de supprimer deux dispositifs de préenseigne implantés illégalement sur le territoire de la commune de LA PALME et de ROQUEFORT DES CORBIERES.

Afficheur :

**STATION TOTAL RELAIS LES COTES DE ROQUEFORT
Monsieur CARBONNEL Cyril
Lieu-dit « Ferrecaval » - Route Départementale 6009
11 540 ROQUEFORT DES CORBIERES**

Représenté par :

Monsieur CARBONNEL Cyril

Le Préfet de l'Aude

Chevalier de la Légion d'Honneur

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 3 avril 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence de deux dispositifs publicitaire, situés l'un sur le territoire de la commune de LA PALME en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N: 42° 57.301', E: 002° 59.150') et l'autre sur le territoire de la commune de ROQUEFORT DES CORBIERES (coordonnées GPS N: 42° 59.410', E: 002° 58.322').

Considérant que les deux dispositifs implantés se situent hors agglomération;

Considérant que les deux dispositifs ne sont pas des préenseignes dérogatoires;

Considérant que les deux dispositifs visés sont par conséquent en infraction avec les articles L 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur CARBONNEL Cyril, gérant de la société STATION SERVICE TOTAL RELAIS COTES DE ROQUEFORT Lieu-dit « Ferrecaval » - Route Départementale 6009 11540 Roquefort des Corbières est mis en demeure de supprimer les deux dispositifs susvisés ainsi que leurs supports et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, les deux dispositifs ainsi que leurs supports ont été maintenus, Monsieur CARBONNEL Cyril, gérant de la société STATION SERVICE TOTAL RELAIS COTES DE ROQUEFORT, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur CARBONNEL Cyril, gérant de la société STATION SERVICE TOTAL RELAIS COTES DE ROQUEFORT, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose des dispositifs en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation des dispositifs en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} les deux dispositifs ainsi que leurs supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de Monsieur CARBONNEL Cyril, gérant de la société STATION SERVICE TOTAL RELAIS COTES DE ROQUEFORT dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à :

STATION TOTAL RELAIS LES COTES DE ROQUEFORT
Monsieur CARBONNEL Cyril
Lieu-dit « Ferrecaval » - Route Départementale 6009
11 540 ROQUEFORT DES CORBIERES

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Monsieur le maire de la commune de LA PALME .
- Madame le maire de la commune de ROQUEFORT DES CORBIERES.
-

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le

11 AVR. 2017
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

2/2

Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÈGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX PRÉENSEIGNES

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-037

Objet : mise en demeure de supprimer deux dispositifs publicitaires implantés illégalement sur le territoire de la commune de LA PALME

Afficheur : **COMMUNE DE LA PALME**
Monsieur Le Maire
Hôtel de Ville
13, rue Joé Bousquet
11 480 LA PALME

Représenté par: **Monsieur Le Maire**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 3 avril 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence de deux dispositifs publicitaires, situés sur le territoire de la commune de LA PALME en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N: 42° 59.146', E: 002° 58.669').

Considérant que les deux dispositifs implantés se situent hors agglomération;

Considérant que les deux dispositifs ne sont pas des préenseignes dérogatoires;

Considérant que les deux dispositifs visés sont par conséquent en infraction avec les articles L 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur Le Maire de la commune de LA PALME, Hôtel de Ville, 13 rue Joé Bousquet, 11 480 La Palme est mis en demeure de supprimer les deux dispositifs susvisés ainsi que leurs supports et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, les deux dispositifs ainsi que leurs supports ont été maintenus, **Monsieur Le Maire de la commune de LA PALME**, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur Le Maire de la commune de LA PALME, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose des deux dispositifs en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation des dispositifs en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} les deux dispositifs ainsi que leurs supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Monsieur Le Maire de la commune de LA PALME** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à:

COMMUNE DE LA PALME
Monsieur Le Maire
Hôtel de Ville
13, rue Joé Bousquet
11 480 LA PALME

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le **11 AVR. 2017**
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-038

Objet : mise en demeure de supprimer un dispositif publicitaire double face implanté illégalement sur le territoire de la commune de LA PALME

Afficheur : **Monsieur ONDEDIEU Didier**
Le Relais de la Mer
347, lieu-dit « Les Cabanes de La Palme »
11 480 LA PALME

Représenté par: **Monsieur ONDEDIEU Didier**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 3 avril 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence d'un dispositif publicitaire double face, situé sur le territoire de la commune de LA PALME en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N: 42° 57.520', E: 002° 59.078').

Considérant que le dispositif double face implanté se situe hors agglomération;

Considérant que le dispositif double face n'est pas une préenseigne dérogatoire;

Considérant que le dispositif double face visé est par conséquent en infraction avec les articles L 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur ONDEDIEU Didier, gérant de la société LE RELAI DE LA MER, 347 lieu-dit « Les Cabanes de La Palme », 11 480 La Palme est mis en demeure de supprimer le dispositif double face susvisé ainsi que ses supports et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, le dispositif double face ainsi que ses supports ont été maintenus, Monsieur ONDEDIEU Didier, gérant de la société LE RELAI DE LA MER, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur ONDEDIEU Didier, gérant de la société LE RELAI DE LA MER, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose du dispositif double face en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation du dispositif en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} le dispositif double face ainsi que ses supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de Monsieur ONDEDIEU Didier, gérant de la société LE RELAI DE LA MER dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à:

Monsieur ONDEDIEU Didier
Le Relais de la Mer
347, lieu-dit « Les Cabanes de La Palme »
11 480 LA PALME

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Monsieur le maire de la commune de LA PALME.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le 11 AVR. 2017
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-039

Objet : mise en demeure de supprimer un dispositif de préenseigne implanté illégalement sur le territoire de la commune de LA PALME

Afficheur : **SALIN DE LA PALME
Monsieur GABANOU Patrice
Chemin de la Pacheyrasso
11 480 LA PALME**

Représenté par: **Monsieur GABANOU Patrice**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 3 avril 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence d'un dispositif publicitaire, situé sur le territoire de la commune de LA PALME en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N: 42° 57.440', E: 002° 59.128').

Considérant que le dispositif implanté se situe hors agglomération;

Considérant que le dispositif n'est pas une préenseigne dérogatoire;

Considérant que le dispositif visé est par conséquent en infraction avec les articles L 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur GABANOU Patrice, gérant de la société **SALIN DE LA PALME**, chemin de la Pacheyrasso, 11 480 La Palme est mis en demeure de supprimer le dispositif susvisé ainsi que ses supports et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, le dispositif ainsi que ses supports ont été maintenus, **Monsieur GABANOU Patrice**, gérant de la société **SALIN DE LA PALME**, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur GABANOU Patrice, gérant de la société **SALIN DE LA PALME**, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose du dispositif en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation du dispositif en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} le dispositif ainsi que ses supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Monsieur GABANOU Patrice**, gérant de la société **SALIN DE LA PALME** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à:

SALIN DE LA PALME
Monsieur GABANOU Patrice
Chemin de la Pacheyrasso
11 480 LA PALME

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Monsieur le maire de la commune de LA PALME.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le 11 AVR. 2017
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture


Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-040

Objet : mise en demeure de supprimer cinq dispositifs publicitaire dont un double face implantés illégalement sur le territoire de la commune de FITOU.

Afficheur :

**Société MOULIN À HUILE OLIAUDE
Route départementale 6009,
Mija du Crès
11 510 FITOU**

Représenté par:

Madame QUER Annie

Le Préfet de l'Aude

Chevalier de la Légion d'Honneur

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 3 avril 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence de cinq dispositifs publicitaire dont un double face, situés sur le territoire de la commune de FITOU en bordure de la RD 6009 (coordonnées GPS N : 42° 55.492', E : 002° 59.672'), (N : 42° 54.366', E : 003° 0.008'), (N : 42° 55.093', E : 002° 59.815'), (N : 42° 55.079', E : 002° 59.810') et (N : 42° 55.173', E : 002° 59.781').

Considérant que les cinq dispositifs publicitaire dont celui double face sont des préenseignes dérogatoires soumises aux dispositions de l'article L.581-19 du code de l'environnement;

Considérant les dispositions des articles R 581-66 et 67 du code de l'environnement qui stipule que : « Les préenseignes dites préenseignes dérogatoires peuvent être implantées en dehors des agglomérations,

- que leurs dimensions ne peuvent excéder 1 mètre en hauteur et 1,50 mètre en largeur;

- Il ne peut y avoir plus de deux préenseignes pour une entreprise locale que son activité principale conduit à fabriquer ou vendre des produits du terroir...»;

Considérant les dispositions des articles R 581-22 du code de l'environnement qui stipule que : « la publicité est interdite sur les plantations, les poteaux de transport et de distribution électrique, les poteaux de télécommunication, les installations d'éclairage public ainsi que sur les équipements publics concernant la circulation routière, ferroviaire, fluviale, maritime ou aérienne... »;

Considérant que les cinq dispositifs publicitaire dont celui double face visés sont par conséquent en infraction avec l'article L 581-19, R 581-66 et 67 et R 581-22 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Madame QUER Annie, gérante de la société **MOULIN À HUILE OLIAUDE**, route départementale 6009, Mija du Crès, 11 510 FITOU est mise en demeure de supprimer les cinq dispositifs dont un double face susvisés **ainsi que leurs supports** et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, les cinq dispositifs dont un double face ont été maintenus, **Madame QUER Annie**, gérante de la société **MOULIN À HUILE OLIAUDE** sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Madame QUER Annie, gérante de la société **MOULIN À HUILE OLIAUDE**, est tenue de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose des cinq dispositifs en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation des cinq dispositifs en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} les cinq dispositifs dont un double face mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Madame QUER Annie**, gérante de la société **MOULIN À HUILE OLIAUDE** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution


Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à:

**Madame QUER Annie
Société MOULIN À HUILE OLIAUDE
Route départementale 6009,
Mija du Crès
11 510 FITOU**

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Madame le maire de la commune de FITOU.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le 11 AVR. 2017
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-041

Objet : mise en demeure de supprimer un dispositif publicitaire implanté illégalement sur le territoire de la commune de FITOU

Afficheur :

**Monsieur MAIDAT Rabah
STATION SERVICE AVIA
Route Départementale 6009
11480 LA PALME**

Représenté par :

Monsieur MAIDAT Rabah

Le Préfet de l'Aude

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 3 avril 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence d'un dispositif publicitaire, situé sur le territoire de la commune de FITOU en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N: 42° 55.026', E: 002° 59.827').

Considérant que le dispositif implanté se situe hors agglomération;

Considérant que le dispositif n'est pas une préenseigne dérogatoire;

Considérant que le dispositif visé est par conséquence en infraction avec les articles L 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur MAIDAT Rabah, gérant de la **STATION SERVICE AVIA**, Route Départementale 6009, 11480 LA PALME est mis en demeure de supprimer le dispositif susvisé ainsi que ses supports et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, le dispositif ainsi que ses supports ont été maintenus, **Monsieur MAIDAT Rabah**, gérant de la **STATION SERVICE AVIA**, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur MAIDAT Rabah, gérant de la **STATION SERVICE AVIA**, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose du dispositif en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation du dispositif en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} le dispositif ainsi que ses supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Monsieur MAIDAT Rabah**, gérant de la **STATION SERVICE AVIA** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à:

Monsieur MAIDAT Rabah
STATION SERVICE AVIA
Route Départementale 6009
11480 LA PALME

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Monsieur le maire de la commune de FITOU.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le 11 AVR 2017
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD
272



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-042

Objet : mise en demeure de supprimer un dispositif de préenseigne double face implanté illégalement sur le territoire de la commune de FITOU.

Afficheur : **Monsieur DIELEMAN Peter
MAS DES 4 VENTS
Lieu-dit La Plaine
11510 FITOU**

Représenté par: **Monsieur DIELEMAN Peter**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 3 avril 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence d'un dispositif de préenseigne double face, situé sur le territoire de la commune de FITOU en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N :42°55.453', E :002°59.698') .

Considérant que le dispositif double face implanté se situe hors agglomération;

Considérant que le dispositif double face n'est pas une préenseigne dérogatoire;

Considérant que le dispositif double face visé est par conséquent en infraction avec les articles L 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur DIELEMAN Peter, gérant de la société **GITE MAS DES 4 VENTS**, Lieu-dit La Plaine », 11510 FITOU est mis en demeure de supprimer le dispositif double face susvisé ainsi que ses supports et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, le dispositif double face ainsi que ses supports ont été maintenus, **Monsieur DIELEMAN Peter**, gérant de la société **GITE MAS DES 4 VENTS**, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur DIELEMAN Peter, gérant de la société **GITE MAS DES 4 VENTS**, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose du dispositif double face en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation du dispositif en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} le dispositif double face ainsi que ses supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Monsieur DIELEMAN Peter**, gérant de la société **GITE MAS DES 4 VENTS** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à :

Monsieur DIELEMAN Peter
MAS DES 4 VENTS
Lieu-dit La Plaine
11510 FITOU

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Monsieur le maire de la commune de FITOU.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le 11 AVR. 2017
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-043

Objet : mise en demeure de supprimer un dispositif publicitaire implanté illégalement sur le territoire de la commune de FITOU

Afficheur :

**Monsieur le Directeur
LEROY MERLIN
Centre commercial Cap Roussillon
Rue Henri Chrétien
66 600 RIVESALTES**

Représenté par:

Monsieur Le Directeur

Le Préfet de l'Aude

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 3 avril 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence d'un dispositif publicitaire, situé sur le territoire de la commune de FITOU en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N: 42° 53.542', E: 002° 59.777').

Considérant que le dispositif implanté se situe hors agglomération;

Considérant que le dispositif n'est pas une préenseigne dérogatoire;

Considérant que le dispositif visé est par conséquence en infraction avec les articles L 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur le Directeur, gérant de la société **LEROY MERLIN**, Centre Commercial Cap Roussillon, rue Henri Chrétien, 66600 RIVESALTES est mis en demeure de supprimer le dispositif susvisé **ainsi que ses supports** et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, les dispositifs ainsi que leurs supports ont été maintenus, **Monsieur le Directeur**, gérant de la société **LEROY MERLIN**, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur le Directeur, gérant de la société **LEROY MERLIN**, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose du dispositif en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation du dispositif en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} le dispositif ainsi que leurs supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Monsieur le Directeur**, gérant de la société **LEROY MERLIN** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

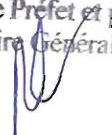
Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à :

**Monsieur le Directeur
LEROY MERLIN
Centre commercial Cap Roussillon
Rue Henri Chrétien
66 600 RIVESALTES**

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Monsieur le maire de la commune de FITOU.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le **11 AVR. 2017**
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD
2/2



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-044

Objet : mise en demeure de supprimer trois dispositifs publicitaires implantés illégalement sur le territoire de la commune de FITOU

Afficheur : **COMMUNE DE FITOU
Monsieur Le Maire
Hôtel de Ville
6, avenue de la Mairie
11 510 FITOU**

Représenté par: **Monsieur Le Maire**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 3 avril 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence de trois dispositifs publicitaires, situés sur le territoire de la commune de FITOU en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N: 42° 54.001', E: 002° 59.951' - N: 42° 52.971', E: 002° 59.563' - N : 42° 52.925, E: 002° 19.572').

Considérant que les trois dispositifs implantés se situent hors agglomération;

Considérant que les trois dispositifs ne sont pas des préenseignes dérogatoires;

Considérant que les dispositifs visés sont par conséquent en infraction avec les articles L 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur Le Maire de la commune de FITOU, Hôtel de Ville, 6 avenue de la Mairie, 11 510 Fitou est mis en demeure de supprimer les trois dispositifs susvisés ainsi que leurs supports et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, les trois dispositifs ainsi que leurs supports ont été maintenus, **Monsieur Le Maire de la commune de FITOU**, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur Le Maire de la commune de FITOU, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose des trois dispositifs en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation des dispositifs en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} les trois dispositifs ainsi que leurs supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Monsieur Le Maire de la commune de FITOU** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à:

COMMUNE DE FITOU
Monsieur Le Maire
Hôtel de Ville
6, avenue de la Mairie
11 510 FITOU

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le 11 AVR. 2017
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-045

Objet : mise en demeure de supprimer deux dispositifs publicitaires implantés illégalement sur le territoire de la commune de FITOU

Afficheur : **LIBERTADQUAD – LE PRESBYTERE
Le Château de Fitou
11510 FITOU**

Représenté par: **Monsieur le gérant**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 3 avril 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence de deux dispositifs publicitaires, situés sur le territoire de la commune de FITOU en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N: 42° 54.109', E: 003° 00.038' et N: 42° 53.749', E: 002° 59.857).

Considérant que les deux dispositifs implantés se situent hors agglomération;

Considérant que les deux dispositifs ne sont pas une préenseigne dérogatoire;

Considérant que les deux dispositifs visés sont par consequence en infraction avec les articles L 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur le gérant de la société **LIBERTADQUAD -PRESBYTERE**, le Château de Fitou, 11510 FITOU est mis en demeure de supprimer les deux dispositifs susvisés ainsi que leurs supports et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, les deux dispositifs ainsi que leurs supports ont été maintenus, **Monsieur le gérant** de la société **LIBERTADQUAD -PRESBYTERE**, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur le gérant de la société **LIBERTADQUAD -PRESBYTERE**, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose des deux dispositifs en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation des dispositifs en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} les deux dispositifs ainsi que leurs supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Monsieur le gérant** de la société **LIBERTADQUAD -PRESBYTERE** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution


Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à :

LIBERTADQUAD – LE PRESBYTERE
Le Château de Fitou
11510 FITOU

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Monsieur le maire de la commune de FITOU.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le **11 AVR. 2017**
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÈGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-046

Objet : mise en demeure de supprimer un dispositif publicitaire implanté illégalement sur le territoire de la commune de FITOU

Afficheur : **Monsieur BLANZAT David
SARL L'EPICURIEN
41, Route Départementale 6009
11510 FITOU**

Représenté par: **Monsieur BLANZAT David**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 3 avril 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence d'un dispositif publicitaire, situé sur le territoire de la commune de FITOU en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N: 42° 53.397', E: 002° 59.741').

Considérant que le dispositif implanté se situe hors agglomération;

Considérant que le dispositif n'est pas une préenseigne dérogatoire;

Considérant que le dispositif visé est par conséquence en infraction avec les articles L 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur BLANZAT David, gérant de la société **L'EPICURIEN**, 41, Route Départementale 6009, 11510 FITOU est mis en demeure de supprimer le dispositif susvisé **ainsi que ses supports** et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, le dispositif ainsi que leurs supports ont été maintenus, **Monsieur BLANZAT David**, gérant de la société **L'EPICURIEN**, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur BLANZAT David, gérant de la société **L'EPICURIEN**, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose du dispositif en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation du dispositif en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} le dispositif ainsi que leurs supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Monsieur BLANZAT David**, gérant de la société **L'EPICURIEN** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à:

Monsieur BLANZAT David
SARL L'EPICURIEN
41, Route Départementale 6009
11510 FITOU

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Monsieur le maire de la commune de FITOU.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture


Marie-Blanche BERNARD



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

LOI N° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET N° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX PRÉENSEIGNES

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-047

Objet : mise en demeure de supprimer un dispositif publicitaire double face implanté illégalement sur le territoire de la commune de FITOU

Afficheur :

**Monsieur FABRE Jean Marie
DOMAINE DE LA ROCHELIERRE
17, rue de la Vigne
11 510 FITOU**

Représenté par :

Monsieur FABRE Jean Marie

Le Préfet de l'Aude

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 3 avril 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence d'un dispositif publicitaire double face, situé sur le territoire de la commune de FITOU en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N: 42° 55.845', E: 002° 59.588')

Considérant que le dispositif double face implanté se situe hors agglomération;

Considérant que le dispositif double face est une préenseigne dérogatoire soumises aux dispositions de l'article L.581-19 du code de l'environnement;

Considérant les dispositions des articles R 581-66 et 67 du code de l'environnement qui stipule que : « Les préenseignes dites préenseignes dérogatoires peuvent être implantées en dehors des agglomérations, - que leurs dimensions ne peuvent excéder 1 mètre en hauteur et 1,50 mètre en largeur;
- qu'il ne peut y avoir plus de deux préenseignes pour une entreprise locale que son activité principale conduit à fabriquer ou vendre des produits du terroir.
- qu'elles peuvent être implantées, au plus à 5 kilomètres de l'entrée de l'agglomération ou du lieu où est exercée

l'activité qu'elles signalent.

Considérant que le dispositif visé est par conséquent en infraction avec l'article L 581-19, R 581-66 et 67 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur FABRE Jean Marie, propriétaire du **DOMAINE DE LA ROCHELIERRE**, 17, rue de la Vigne, 11 510 Fitou est mis en demeure de supprimer le dispositif double face susvisé **ainsi que ses supports** et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, le dispositif double face ainsi que ses supports ont été maintenus, **Monsieur FABRE Jean Marie**, propriétaire du **DOMAINE DE LA ROCHELIERRE**, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur FABRE Jean Marie, propriétaire du **DOMAINE DE LA ROCHELIERRE**, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose du dispositif en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à leur encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation du dispositif en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} le dispositif double face ainsi que ses supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Monsieur FABRE Jean Marie**, propriétaire du **DOMAINE DE LA ROCHELIERRE** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à:

Monsieur FABRE Jean Marie
DOMAINE DE LA ROCHELIERRE
17, rue de la Vigne
11 510 FITOU

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Monsieur le maire de la commune de FITOU.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

11 AVR. 2017



PREFET DE L'AUDE

*Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude
Service Aménagement Territorial Est et Maritime*

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES

**LOI n° 2010-788 DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT
DÉCRET n° 2012-118 DU 30 JANVIER 2012 RELATIF À LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE, AUX ENSEIGNES ET AUX
PRÉENSEIGNES**

Arrêté n° DDTM-SATEM-2017-048

Objet : mise en demeure de supprimer deux dispositifs de préenseigne implantés illégalement sur le territoire de la commune de FITOU.

Afficheur : **Société POINT CHAUD- Chez Céline et Joël
13, Port Fitou
11 510 FITOU**

Représenté par: **Monsieur GLEIZES Joël**

Le Préfet de l'Aude

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-27 et L.581-33 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction au code de l'environnement, établi le 3 avril 2017 par un agent commissionné et assermenté de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude constatant l'existence de deux dispositifs publicitaire, situés sur le territoire de la commune de FITOU en bordure de la RD 6009, (coordonnées GPS N : 42° 53.978', E : 002° 59.940') et (coordonnées GPS N : 42° 53.393', E : 002° 59.738').

Considérant que les deux dispositifs implantés se situent hors agglomération;

Considérant que les deux dispositifs ne sont pas des préenseignes dérogatoires;

Considérant que les deux dispositifs visés sont par conséquent en infraction avec les articles L 581-7 et L. 581-19 du code de l'environnement;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE

Article 1^{er} – Mise en demeure

Monsieur GLEIZES Joël, gérant de la société **POINT CHAUD- Chez Céline et Joël**, 13, Port Fitou, 11 510 FITOU est mis en demeure de supprimer les deux dispositifs susvisés **ainsi que leurs supports** et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, ceci conformément aux dispositions fixées à l'article L. 581-27 du code de l'environnement.

Article 2 – Astreinte administrative

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} ci-dessus, les deux dispositifs ainsi que leurs supports ont été maintenus, **Monsieur GLEIZES Joël**, gérant de la société **POINT CHAUD- Chez Céline et Joël**, sera redevable d'une astreinte de 205,59 euros par jour de retard et par dispositif en infraction.

Monsieur GLEIZES Joël, gérant de la société **POINT CHAUD- Chez Céline et Joël**, est tenu de faire connaître au préfet (D.D.T.M / M.A.J.S.P), la date de dépose des deux dispositifs en infraction.

A défaut, un premier titre de perception sera émis à son encontre à la fin du premier mois suivant l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er}. Les titres suivants seront émis tous les mois jusqu'à ce que soit connue la régularisation du dispositif en cause.

Article 3 – Suppression / Mise en conformité d'office

Si à l'expiration du délai de quinze jours fixé à l'article 1^{er} les deux dispositifs ainsi que leurs supports mentionnés ci-dessus ont été maintenus, la suppression et la remise en état des lieux pourront être exécutées d'office à la charge de **Monsieur GLEIZES Joël**, gérant de la société **POINT CHAUD- Chez Céline et Joël** dans les conditions prévues par l'article L. 581-29 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté de mise en demeure est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté est adressé par pli recommandé avec accusé de réception à:

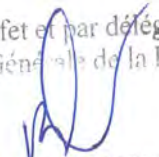
Monsieur GLEIZES Joël
Société POINT CHAUD- Chez Céline et Joël
13, Port Fitou
11 510 FITOU

copie sera adressée à :

- Monsieur le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude;
- Monsieur le maire de la commune de FITOU.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD